

# Séminaire « Soutenabilités »

## Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

**Nom :** Ben Aïm Drieux

**Prénom :** Hélène

**Institution ou entreprise :** CNES - Centre National d'Etudes Spatiales

**Axe(s) :**

- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?

**Intitulé de votre contribution :** Contribution d'un collectif de citoyens du CNES

**Résumé de votre contribution :**

A cause de ses conséquences invasives à tout notre modèle d'existence, cette crise plante la question des antagonismes classiques dépendance/autonomie. Pourtant, ici et là, de nombreuses expériences (économiques avec l'émergence des SCOP, sociales avec l'habitat participatif et politiques avec l'émergence d'intelligence sociale) se multiplient et montrent qu'un tout autre modèle qui ne se cristallise pas à ce point de blocage, est possible, enviable et maintenant indispensable ! Des réformes internationales soutenant de nouveaux concepts de souveraineté solidaire (partage et cogestion mondiale des Biens Communs Mondiaux), des orientations et un leadership européens menant de la pensée à l'action (révision des traités dont ceux de libre-échange) et des règles et initiatives nationales permettant de construire « ensemble » (à l'échelle des Territoire par exemple) sont nécessaires à l'établissement d'un système capable d'un fort dynamisme économique, garantissant un enrichissement culturel des individus, leur bonne santé et une certaine résilience de leurs activités vitales (alimentation, gestion des ressources, santé). De timides réformes indiquent le chemin à prendre (ex: loi Egalim), de nombreuses actions citoyennes montrent que nous y sommes prêts. Reste à proposer un ensemble cohérent et solidaire, au moins à l'échelle européenne.

# France STRATEGIE - Appel à contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

## Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomies ?

Par un collectif de citoyens, salariés du CNES (Centre National d'Etudes Spatiales) forts de leur richesse individuelle et collective, ainsi que de leurs expériences professionnelles respectives dans un secteur scientifique et technique à fort impact sociétal et à risque élevé.

Contributeurs (par ordre alphabétique) : Brunner Coline – Carpentier Benjamin – Deroin Laurent – Delcelier-Douchin Françoise - Guenard Vanessa – Jacquesson Marie - Lafont Sandrine - Manon Frédéric – Mossay Laurence - Py Nathalie

### Résumé

A cause de ses conséquences invasives à tout notre modèle d'existence, cette crise plante la question des antagonismes classiques dépendance/autonomie. Pourtant, ici et là, de nombreuses expériences (économiques avec l'émergence des SCOP, sociales avec l'habitat participatif et politiques avec l'émergence d'intelligence sociale) se multiplient et montrent qu'un tout autre modèle qui ne se cristallise pas à ce point de blocage, est possible, enviable et maintenant indispensable !

Des réformes internationales soutenant de nouveaux concepts de souveraineté solidaire (partage et co-gestion mondiale des Biens Communs Mondiaux), des orientations et un leadership européens menant de la pensée à l'action (révision des traités dont ceux de libre-échange) et des règles et initiatives nationales permettant de construire « ensemble » (à l'échelle des Territoire par exemple) sont nécessaires à l'établissement d'un système capable d'un fort dynamisme économique, garantissant un enrichissement culturel des individus, leur bonne santé et une certaine résilience de leurs activités vitales (alimentation, gestion des ressources, santé).

De timides réformes indiquent le chemin à prendre (ex: loi Egalim), de nombreuses actions citoyennes montrent que nous y sommes prêts. Reste à proposer un ensemble cohérent et solidaire, au moins à l'échelle européenne

## Introduction

Pour qui regarde, l'histoire moderne connaît une succession de crises économique, financière, politique, environnementale au cours desquelles les indéniables progrès techniques et démocratiques sont très inégalement répartis(1).

C'est aujourd'hui un virus, un "vrai", bien vivant et biologique qui enrayer l'équilibre mondial, dans lequel les puissances librement interconnectées semblent s'être perdues(2).

En France, cette pause forcée et ses lourdes conséquences d'abord économiques, bientôt sociales, nous conduit à questionner des sujets que l'on croyait réglés, a minima dans une Europe stable; des sujets comme celui de la souveraineté économique, de l'indépendance alimentaire ou encore des limites de l'action et des politiques publiques devant le secteur privé (cf imbroglio autour de la recherche de vaccin, de la production de moyens de lutte-protection)

C'est dans ce monde aux apparences pourtant pacifiées, en équilibre instable mais permanent, dans ce monde polarisé où ceux qui vivent, le font plus longtemps, et avec plus de connaissances, dans ce monde devenu complexe et polymorphe où « chacun est tout le monde », où les technologies de l'information ont remodelé nos interfaces et nos processus de fonctionnement citoyens, que nous livrons notre réflexion illustrant qu'un environnement de vie désirable et intégrant plus d'intelligence sociale dans nos réseaux de fonctionnement (réseau de pouvoirs, de commerce, de communications...) est atteignable.

Sans entrer dans une polémique convenue sur LA démondialisation que la complexité et la désirabilité rendent improbable, nous voulons démontrer que des réformes à différentes échelles permettent de **créer les conditions de relations durables dans un système enviable: de nouvelles interdépendances pour certaines autonomies**, d'abord en revisitant la notion de Bien Commun augmenté, puis en proposant des réformes qui, par touches successives, dessinent un réseau d'actions dense et durable pour une vie plus riche.

## Les réformes structurelles

### INTERNATIONAL

Notre approche pourrait se concentrer à l'échelle locale, européenne tout au plus. L'analyse profonde des relations de nos écosystèmes économiques, financiers, politiques ou culturels amène naturellement à considérer le cadre existant et global (cf avant-propos (3) ) qui sous-tend la marche du monde, et ses organes de décisions, régulations (ONU, UNESCO, OMS, OMC, OIT...)

Il s'ensuit que l'extension du concept de Bien Commun, notre 1er incontournable, s'est imposée en même temps que son niveau de reconnaissance mondiale, et dans lequel il trouve sa légitimité:

Les fondements des instances, créées pour la plupart sur les ruines de la 2nde guerre mondiale, sont tellement profondes et porteuses de sens, que l'on ne peut faire l'économie de leur réforme avant d'éventuellement envisager de nouvelles.

Les Nations Unies ont défini 17 Objectifs de Développement Durable, et ont soutenu l'émergence de **Bien Commun Mondial** / de **Biens Publics Mondiaux**. Nous soulignons la nécessité de poursuivre sans relâche et avec courage les débats internationaux aboutissant à une charte conditionnant l'aide (incitations/sanctions) au développement et la poursuite des réformes aboutissant au retrait progressif des BPM du cadre libre des marchés économiques(4).

Il s'agit là d'une étape indispensable pour que "localement", chaque nation de l'éco-système Terre puissent s'adapter, s'engager à atteindre les ODD et faire prospérer les BPM dans un principe de "souveraineté solidaire".

Cette poursuite appelée de tous nos vœux, traduit le souhait d'un cadre mondialisé dans lequel les secteurs d'activité vitaux (gestion des BPM) bénéficient de l'attention nécessaire à leur efficacité.

L'Europe et son rayonnement, leader ou aiguillon, est probablement l'acteur le plus disposé pour porter ces débats.

Dans le spatial où compétition et coopération font chambre commune, nous faisons l'expérience que différentes relations tantôt de compétition (sur le plan intellectuel ou scientifique), tantôt de partenariat (lorsque des Etats engagent leurs moyens pour un objectif commun en co-responsabilité) avec les mêmes acteurs partageant les mêmes ressources sont possibles et même vertueuses.

L'Europe, innovante et ferme sur ses valeurs, pourra expérimenter localement et à différentes échelles en s'inspirant par exemple de la recherche en Biomimétisme, pour trouver les organisations les plus respectueuses et résilientes dans ces secteurs.

"Créer l'abondance et redistribuer les surplus."

### NATIONAL

Pour la France, une fois cette étape intégrée et sans en rester chronologiquement dépendant, la réforme du droit national (code de l'environnement, code civil, code du travail, code urbanisme, marchés publics...) peut s'amorcer afin de faire émerger une Responsabilité Sociétale Environnementale applicable au public comme au privé.

Cette RSE s'entend comme l'ensemble des pratiques mises en place pour respecter les principes de développement durable de l'entreprise et de son environnement, et pas seulement l'ensemble des conditions économiques auxquelles la résume le MEDEF(\*). Elle traduit l'engagement de toute organisation et de ses acteurs à rechercher l'atteinte des ODD(5).

Concrètement, nous proposons l'approbation obligatoire de chartes RSE pour tous les acteurs publics, privés et pourquoi pas associatifs de la nation d'ici à l'été 2021.

Ces chartes s'appuieront sur un plan d'atteinte des ODD repris par le MEDDE, avec application au 1er Janvier 2023 et devront être validées par les instances qui gouvernent l'acteur concerné (de la validation la plus locale, jusqu'au niveau ministériel). Elles seront accompagnées d'indicateurs dont on voit qu'ils pourront guider une croissante économique et sociétale. A la fois moyen et fin, cette disposition devra permettre de conduire la « marche du climat » au sein même des organisations, et de rechercher l'implication des citoyens/salariés éclairés.

2nd point, la France s'est dotée d'un dispositif de réaction et d'anticipation pour des secteurs d'activité que les crises "du monde d'avant" identifient comme critiques.

L'IGI6600 du code de la Défense pourrait être revue dans la logique de la protection des BPM (par exemple) à de nouveaux secteurs d'importance vitale comme l'agriculture, la distribution, certains services de santé ou outils de production servant la santé, pour assurer des **"autonomies d'exception"** à l'échelle nationale, ou européenne, à des fins de solidarité.

Des ajustements/ré-organisations économiques suivront avec par endroits ou par secteurs des relocalisations (donc délocalisations), par d'autres des rapprochements d'entreprises ou groupements d'employeurs afin de créer des « blabla car industriel » (pour atteindre telle autonomie, je crée telle dépendance, et nous mutualisons coût fixe/coût variable)

Pour finir sur les réformes au niveau national, la Puissance Publique pourra refondre une Politique de Territoires en même temps qu'elle refond sa Politique Industrielle (cf Quelles attentes à l'égard de la Puissance Publique ?). Améliorer sa connaissance des entreprises (des **agents publics immergés?**), développer une Industrie distribuée, au plus près des marchés, avec une orchestration globale et locale, favoriser les relations interterritoriales et surtout développer des co-responsabilités privé/public à l'échelle des territoires.

**L'objectif de ces propositions est bien la recherche d'agilité dans la reconfiguration des chaînes de production, création de partenariats vertueux à tous les niveaux pour la « protection des biens communs ». Cela nécessite l'émergence d'une nouvelle manière de vivre et faire la société ensemble.**

### **LOCAL (Région/département)**

Cette recherche de nouveaux équilibres dépendances/autonomies, qu'il s'agisse de la régulation des flux de marchandises de 1ères nécessités à l'échelle mondiale ou d'accords de partenariat à l'échelle local, nécessite une intelligence sociale, dense et de long terme.

Les acteurs de cette intelligence, [citoyens éclairés](#)(6) capables de donner un avis sur les projets de lois qui leurs sont soumis, à même de prendre part aux élections de façon raisonnée ou de faire avancer les débats et négociations auxquels ils prennent part (exemple de consultation sur l'investissement d'une collectivité dans un parc éolien au regard des connaissances techniques, normes environnementales, enjeux économiques), doivent être formés et leur rôle intégré aux mécanismes de réflexions, décisions de notre société.

Aussi, le citoyen éclairé a un rôle démocratique vis-à-vis des institutions, mais également un rôle 'organique' dans son environnement (pour l'entreprise, la collective, la vie sociale et locale). Cette double exigence requière une démarche d'éducation, accompagnement et fédération que la Puissance Publique doit appuyer.

**Augmentée de ce 3ème acteur, partout où elle sait lui donner place, la Politique des Territoires prend le relais local des nouvelles dépendances pour de nouvelles autonomies(7):**

Dans les comités de développements, parce qu'ils adressent la société civile et permettent de l'interroger sur des débats de société, des améliorations sont à trouver concernant la disponibilité de leurs membres, leur reconnaissance (les travaux et réunions se déroulant généralement en fin de journée à la suite d'agendas surchargés).

Par exemple, le secteur spatial en est quasiment absent alors qu'il apporterait une vision et une expertise technique et chiffrée sur de nombreux sujets : environnement-climat (avec l'Observatoire du Climat et l'expérience CNES et son réseau d'experts, mobilité (compétences d'observation, modélisation spatiales), santé (CEBIOS, CEEBIO, MEDES...), économie...

En tant que canal complémentaire à ce que les acteurs publics et privés permettent, le CODEV est un outil à renforcer pour alimenter le débat public et proposer des initiatives "intégrées" (public/privé/vie civile éclairée).

Avec ce même élan de co-construction et en s'inspirant des émergences naturelles intelligentes, quitte à reprendre les travaux sur le biomimétisme, les territoires pourront convenir de co-responsabilités privé/public dont le citoyen éclairé sera à la fois garant et cheville ouvrière de leur faisabilité.

Enfin, de manière très pragmatique, il faudra s'appuyer sur l'expérimentation pour valider ces propositions, atteindre différents objectifs au terme plus ou moins éloigné et à la portée plus ou moins directe. Expérimenter comme la nature le fait depuis des milliards d'années, expérimenter comme les starts-ups savent passer de la pensée à l'action. *France Expérimentation* par son existence est le signe d'une démarche à renforcer, pourquoi pas à placer sous la protection de l'Etat à l'échelle d'un territoire.

3 niveaux d'actions cohérents, liés les uns aux autres, mais chacun avec leur niveau d'autonomie permettant des avancées moyennant un certain leadership, l'engagement de construire ensemble et en assurant la protection des plus fragiles.

Le catalogue des propositions sur le terrain s'enrichit d'autant plus vite que l'un des niveaux d'actions est enclenché.

Partageons pour l'exemple quelques propositions dans le secteur de l'alimentation (en tant qu'activité vitale) ou les politiques de territoire.

## Les Actions du local au global

### Alimentation

- *Au niveau local (commune, région):*
  - *Demander à la grande distribution **une participation** aux circuits-courts / Rapprocher producteurs et consommateurs avec parcours d'accompagnement dans les CCI*
  - *En référence aux préceptes de la permaculture, préférence locale ou nationale pour une liste de produits alimentaires pour des quantités minimales interdites d'exportation (Le viticole qui exporte **intégralement** ses vendanges ?!)*
  - *Inciter/contraindre la restauration (collective publique/privée, cantines...) à proposer un plat végétarien chaque jour*
  - *Favoriser la production agricole locale ( petits producteurs agricoles, mise en place de jardins partagés) et aider à la mise en place de point de vente et livraisons.*
  - *Penser les systèmes de production au niveau global : quelles entrées /sorties --> Comment générer au sein du système (ou au plus près) les éléments dont on a besoin, à quel besoin peuvent répondre les "déchets" de ma production. S'appuyer sur les méthodes de design des systèmes en permaculture.(OBREDIM)*
- *Au niveau national & international :*
  - *Renforcer la **loi Egalim (cf Références, usage plastique, subventions...)** pour que "prix juste et revenu digne" s'alignent sur les niveaux des autres emplois des secteurs vitaux (santé, environnement)*
  - *Organiser la filière pour arriver à une autonomie alimentaire du bétail (Exemple du Brésil bœuf versus soja)...*
  - *Plus de recherches à faire dans les techniques de production alternatives*

### Urbanisation & Politique de Territoires, des objectifs à inscrire dans la RSE (7)

#### Verdissement

- *Favoriser la végétalisation des villes, privilégier notamment les variétés comestibles (cf ville de Lyon)*
- *Favoriser l'installation de micro-fermes (plus petit, plus productif) au plus proche/dans les cœurs des villes*
- *Favoriser la récupération d'eau de pluie chez les particuliers et entreprises, utiliser cette eau pour les toilettes par exemple ou arroser les jardins*

#### Transport, PDE etc:

- *Incitation fiscale et locale forte pour les modes de déplacements doux (effets de gains sur santé et donc coûts différés...)*
- *Développement du co-voiturage (aménagement des aires, coûts des péages...)*
- *Définition des politiques régionale de transport prenant en compte la RSE publique/privé et de manière coordonnée aux autres politiques (PDE, télétravail...)*

#### Culture: éduquer les interdépendances

- *Etendre Pass culture aux publics adultes, âgés qui ont de faibles revenus. Développer les bibliobus, les séances gratuites de cinéma ou théâtre dans les petites communes.*
- *Poursuivre les mesures pour l'accessibilité des lieux culturels à tous les publics notamment ceux qui ont des handicaps physiques ou mentaux.*
- *Financer pour chaque enfant scolarisé, 1 revue parmi un catalogue proposé par le MINEDUC*

#### Logement

- *Au niveau local: développer le parc d'habitats participatifs (en concertation société civile / promoteurs / bassins d'emplois / régions)*
- *Au niveau national : politique de crédit/financement spécifique*

### Spatial

- *Nouveaux ergols + verts*
- *Réflexion sur les « débris spatiaux », récupération/élimination*
- *RSE au sein du CNES, doit s'étendre à tous les acteurs du spatial*
- *Droit international à revoir pour que l'espace reste un bien commun, il faut le protéger*

## Un mot sur l'énergie

Qu'il s'agisse de sa production ou de sa consommation, l'énergie est toujours dans l'angle mort de l'analyse de la recherche d'optimal des secteurs d'activités (logement, alimentation, transport, textile...)

Sans répondre directement à ce problème d'optimum et d'équilibre thermodynamique, on voit néanmoins que dans un environnement stressé par de multiples crises, les propositions structurelles ci-dessus permettraient sur le territoire français de réformer de trouver de nouveaux équilibres et des bonnes pratiques vertueuses:

A l'échelle internationale et via la régulation, la consommation d'énergie pourra être encadrée pour correspondre aux besoins longs termes de nos nations et ne plus céder aux impératifs utilitaristes d'une société du "jetable". L'industrie de production de masse s'adaptera à ce changement pour trouver un nouvel optimum répondant aux ODD et qui lui reste favorable.

A l'échelle nationale, la RSE et l'inscription des secteurs d'activités de 1ère nécessité à la liste des activités d'importance vitale permettraient l'"union sacrée" pour réformer les usages de l'énergie sur le territoire (politique de logement - construction/isolation/chauffage-, politique industrielle)

A l'échelle locale, nos citoyens éclairés seront les 1ers démonstrateurs de l'efficacité de ce système.

## CONCLUSION

La réflexion s'est voulue la plus objective possible, en débattant et approuvant la portée idéologique ou théorique de chaque élément afin de garder le cap proposé par France Stratégie. La diversité des parcours et des cultures de chaque contributeur a également joué un rôle considérable dans la richesse de la contribution, tout en évitant de nous laisser happer par l'apparente "universalité" de nos expériences.

Sans chercher de modèle idéal qui répondrait aux innombrables contraintes et paramètres du monde globalisé tel que le vivent les êtres humains les plus favorisés, nous proposons un exemple structurel cohérent et représentatif de ce dont toutes les analyses témoignent, des analyses économiques libérales les plus orthodoxes aux analyses politiques les plus dystopiques, un besoin de solidarité accru et de relations non compétitives sur le long terme.

Nous avons donc veillé à ne pas laisser trop d'angles morts dans le sillage de nos réflexions. La plupart des points de vigilance trouve ipso facto, une attention dans les réflexions sur les attentes à l'égard de la Puissance Publique ou sur les modèles sociaux et économiques soutenable. Le meilleur exemple étant peut-être celui du pouvoir du citoyen; citoyen électeur, citoyen consommateur.

## RESSOURCES

- 1) Préface de Denis Lafay à J'aimerais tant me tromper de Pierre Rhabi
  - 2) Michel Aglietta, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/05/15/michel-aglietta-la-vraie-richesse-des-nations-est-leur-capital-public\\_6039727\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/05/15/michel-aglietta-la-vraie-richesse-des-nations-est-leur-capital-public_6039727_3232.html), LeMonde
  - 3) [Bien Publics Mondiaux](#)
  - 4) [« La planification doit redevenir non le cadre de toute l'action économique, mais une coopération dans des secteurs clés »](#)
  - 5) [https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/01/22/inscrire-solennellement-la-responsabilite-sociale-dans-la-raison-d-etre-de-l-entreprise\\_5245250\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/01/22/inscrire-solennellement-la-responsabilite-sociale-dans-la-raison-d-etre-de-l-entreprise_5245250_3232.html) & <https://journal.lemonde.fr/data/828/reader/reader.html?t=1589724284829#!preferred/0/package/828/pub/1169/page/29>
  - 6) <https://www.vie-publique.fr/fiches/23902-existe-t-il-un-devoir-d-education-et-d-information-pour-le-citoyen>
  - 7) [https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2020/05/08/il-faut-combattre-le-lobbying-aberrant-pour-un-report-des-mesures-en-faveur-de-la-transition-ecologique\\_6039039\\_4811534.html](https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2020/05/08/il-faut-combattre-le-lobbying-aberrant-pour-un-report-des-mesures-en-faveur-de-la-transition-ecologique_6039039_4811534.html)
- (\*) <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/l-economie-du-bien-commun-reponse-aux-defis-de-notre-pays-835060.html>